

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Photothèque/Milo

**Travailleur-se-s avec ou sans emploi,
français-e-s et immigré-e-s**

Même combat !



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Mobilisation «loi travail» p.4-5

- Manifestation du 15 septembre : faire vivre la contestation
- Le mouvement contre la loi travail à Bordeaux

Nos vies, pas leurs profits p.6-7

- Clinique Rive Droite à Lormont : les salarié-e-s se sont fait respecter
- Fermeture de Take Eat Easy, exploitation en roue libre
- Les travailleurs handicapés sécurisent les universités...
- Bordeaux : contre la fermeture d'un bureau de Poste

Education p.8-9

- Construisons la solidarité dans nos quartiers ! Refusons d'importer la guerre dans les écoles.
- 60000 postes dans l'Education nationale ? Promesse non tenue !
- Rentrée dans les collèges, la réforme jusqu'au dégoût !

Politique locale p.10-11

- Expulsions et exclusions s'enchaînent...
- La Région fait expulser le Sherby
- Juppé : «identité heureuse»... ou masque hypocrite d'un réactionnaire ?
- Rousset a fait sa rentrée...

Débat p.12-13

- Il y a 80 ans, mai-juin 1936 : la grève générale face au gouvernement du Front Populaire

A lire p.14-15

- Nasawiyat ! deux livres sur le féminisme arabe :
- *Foulards et hymens*, de Mona Eltahawy
- *Féministes du monde arabe*, de Charlotte Bienaimé
- Les prolos, le Louis Oury

A voir p. 16

- Une exposition photo de Latoya Ruby Frazier

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Travailleur-se-s avec ou sans emploi, français-e-s et immigré-e-s, Même combat !

De « l'affaire du burkini » aux provocations de Sarkozy, l'offensive réactionnaire et raciste s'amplifie. Pour le gouvernement comme pour la droite en campagne pour les primaires, il est urgent d'essayer de créer des lignes de fracture parmi les travailleurs, les opprimés. Pour cela, ils instrumentalisent le désarroi et l'inquiétude suscités par les attentats, rivalisent dans la stigmatisation des immigrés, multiplient les déclarations outrancières. Les Le Pen et Philippot (qui tentent en vue de 2017 de se peaufiner un profil « respectable », républicain) n'ont même pas à lever le petit doigt...

Pour mieux diviser et amplifier la guerre qu'ils font aux pauvres, le gouvernement et la droite entretiennent un climat de peurs propice aux préjugés, aux suspicions, à l'expression raciste. En Gironde, le jour même où le Préfet faisait démanteler plusieurs camps et squats d'immigrés sur la métropole, le maire d'Arès convoquait un conseil extraordinaire pour s'opposer au projet d'hébergement, dans un centre de vacances désaffecté de la commune, de... 50 migrants venant de Calais !

Du Moyen Orient, d'Afrique, d'Europe de l'Est, des centaines de milliers d'adultes et d'enfants fuient la misère et la guerre. Rien qu'en 2016, plus de 300 000 migrants ont ainsi traversé la Méditerranée vers l'Europe. Des milliers n'ont pas survécu. Les autres sont traqués, pourchassés de camps en squats, victimes de toutes les discriminations, de brutalité, de brimades... C'est une même guerre qui est menée aux pauvres d'un bout à l'autre de la planète, une guerre pour le compte des groupes Bolloré, Total, Areva, Accor, Renault, ou encore SNCF et RATP pour qui Valls vient de décrocher des contrats au Sénégal... et de bien d'autres encore... Tous partagent le même mépris des travail-

leurs et des peuples, à l'image du cimentier français Lafarge, n°1 du secteur, qui était il y a peu encore en affaires avec Daesh... La soif de profit n'a ni couleur, ni patrie ni religion. Et les Dassault, Thalès et autres pourvoyeurs d'engins de mort ne peuvent qu'être satisfaits des services de Le Drian : après le Qatar et l'Égypte, c'est à l'Inde que le ministre de la « Défense » vient de vendre des Rafales... La concurrence mondiale pour le pillage des peuples s'accompagne d'une hausse des budgets militaires dans le monde entier. En France, le gouvernement a prévu de commander 286 Rafales supplémentaires à Dassault (à 100 millions pièces, sans compter l'armement)... Contrairement à celui de la Santé ou du Social, le budget militaire ne connaît pas la crise.

C'est à cette offensive tous azimuts qu'il nous faut répondre en affirmant la solidarité et l'unité de notre classe par delà les frontières. Opprimé-e-s de toutes générations, origines, couleurs, avec ou sans travail, avec ou sans religion, nos intérêts sont les mêmes face à une poignée d'exploiteurs et à ceux qui gouvernent à leur service.

À droite comme au PS, les grandes manœuvres ont commencé pour savoir qui a une chance de continuer le job en 2017. Et les programmes des uns comme le bilan des autres sont sans ambiguïté. Face à eux, la candidature de Philippe Poutou portera la révolte et la solidarité des opprimés. Dans la continuité du mouvement « contre la loi travail et son monde », elle affirmera la nécessité que ceux qui font tourner la société, l'économie, prennent leurs affaires en main pour imposer que les intérêts de la majorité de la population priment sur les privilèges d'une minorité de parasites qui mettent le monde à feu et à sang.



Pour nous contacter :
contact@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Mobilisation «loi travail»

Après la manifestation du 15 septembre : faire vivre la contestation

Malgré une rentrée marquée par les attentats et les surenchères xénophobes et racistes qui ont suivi, la manifestation du 15 septembre a été importante dans l'ensemble du pays. A Bordeaux, elle a compté plus de 3000 manifestants, venus dire leur colère contre la loi Travail et ce gouvernement prêt à tout pour satisfaire les intérêts des patrons.

L'intersyndicale avait annoncé cette journée pour réclamer l'abrogation de la loi. Mais en même temps, les grands discours de rentrée ont vite fait place à une certaine routine syndicale. Le syndicat FO a annoncé que ce serait la dernière manifestation avant de privilégier les batailles juridiques. La FSU parle de remettre aux élus un « livre blanc » ! Et dans les réunions de rentrée, la CGT renvoie la lutte contre la loi travail dans chaque entreprise... Certes, les luttes locales sont déterminantes, mais elles ont besoin d'une politique globale, contre le gouvernement, contre le dialogue social, elles ont besoin d'un plan de bataille face au patronat et à l'Etat !

Dans les entreprises ou les AG syndicales, des équipes qui ont participé aux manifestations, aux blocages, se sont mobilisées à nouveau, cherchant à poursuivre la lutte collective et la contestation, face à la loi Travail et tout ce qu'elle signifie. Vu la vague de licenciements annoncée dans cette rentrée, il est plus important que jamais de faire vivre ces acquis du mouvement.

Le collectif de lutte 33 (ex collectif de la Rive Droite), a préparé cette manifestation, avec une AG d'une quarantaine de participants motivés pour continuer la lutte. Les jeunes se

sont aussi organisés en allant rencontrer la CGT pour discuter de la manifestation, mais sans succès. Pas question pour celle-ci d'élargir l'intersyndicale à la jeunesse et aux formes d'organisation qu'elle se donne dans le mouvement, ni même du syndicat CNT qui y participe dans d'autres départements. Malgré la pression de la préfecture qui a tenté de modifier le parcours, la manifestation a été importante, en particulier avec la jonction du cortège de jeunes. Par contre, le service d'ordre de la CGT a peu apprécié qu'une partie des jeunes veuillent passer devant, ce qui a tendu la situation avec de nombreux blocages. Au final, la manifestation a été dissoute dès le Grand-Théâtre par la CGT et la FSU, dénonçant des « provocations » et des « violences ». Quant à FO, ils avaient disparu dès la place Gambetta.

Malgré ces pressions mensongères, bien des militants non seulement CNT mais aussi Solidaires, CGT et FSU ont continué avec le collectif jeunes et le collectif de lutte jusqu'à la place de la Bourse. Au-delà de la question de qui défile en tête, beaucoup dénonçaient l'incapacité de l'intersyndicale à associer les jeunes depuis le début du mouvement, craignant tout ce qu'elle ne peut contrôler.

Comment construire et envisager sérieusement l'affrontement avec ce gouvernement ou le prochain, avec une telle crainte de la jeunesse et des « débordements » ? C'est pourtant de tels mouvements qu'il s'agit de préparer dès maintenant.

Laurent Delage



Moment de flottement devant le Grand Théâtre, quand les directions de la CGT et de la FSU appellent, sous des nuées, à dissoudre la manif avant l'arrivée prévue place de la Bourse

Le mouvement contre la loi Travail dans la jeunesse à Bordeaux

Depuis le 9 mars, plus de quinze journées nationales ont eu lieu mobilisant des travailleurs mais aussi des jeunes scolarisés lycéen-ne-s et étudiant-e-s qui ont lancé la mobilisation, participant ainsi à l'énergie et à la motivation au monde du travail. Dès le mois de février, une inter-organisation de jeunesse a eu lieu à Paris et dans de nombreuses villes. A Bordeaux, les organisations de jeunesse ont fait le choix de créer une inter-organisation jeune pour lancer le mouvement.

Les Assemblées Générales ont mis en place des comités de mobilisation (chargés de réaliser les tâches votées en AG et préparer les AG suivantes), mais aussi une Coordination Nationale Etudiante ayant pour objectif de peser sur l'intersyndicale qui, poussée par les salariés et jeunes en lutte, a dû organiser des journées d'action plus nombreuses qu'elle n'aurait voulu !

Une autre fonction majeure des CNE était l'élaboration de revendications communes, la mise en place d'une communication propre du mouvement étudiant (ce que l'UNEF a tout fait pour empêcher, espérant garder le monopole de la communication étudiante).

A Bordeaux, Du côté des lycées, il était plus difficile d'organiser des AG et encore plus des comités de mobilisation. C'est pourquoi les lycéen-ne-s mobilisé-e-s se rencontraient au sein d'une Coordination lycéenne qui avait pour but d'organiser directement les lycéen-ne-s sans passer par la case « AG locale ».

Les vacances d'été passées, environ la moitié des lycéen-ne-s qui avaient construit le mouvement se retrouvèrent à la fac ; l'ancienne Coordination lycéenne a décidé de fusionner avec ce qui restait de la Coordination étudiante pour créer la Coordination jeune.

Cette dernière réunit hebdomadairement entre 30 et 50 personnes, qui discutent et organisent l'activité sur les lycées et les facs. Les nombreux liens avec le Collectif de lutte 33 (composé en partie de syndicalistes radicaux mais aussi de chômeu-r-se-s et de non syndiqué-e-s) permettent une cer-

taine coordination entre travailleur-se-s et jeunes scolarisé-e-s.

Depuis le printemps, nous avons pu nous battre ensemble sur des « blocages de l'économie », fait des actions en soutien à des salariés en lutte, à la ZAD de Villenave d'Ornon ou encore contre la tenue de meetings du PS. Tout cela a créé des liens entre militants de différentes générations, militants



*Pendant la manifestation du 15 septembre
Photo Clé des Ondes*

politiques, syndicalistes ou pas contre le patronat, en rupture avec le gouvernement, et c'est précieux ! Des jeunes et moins jeunes ont pris ou repris goût à la lutte, à la discussion collective, se sont politisés, dépassant largement la lutte contre le texte de loi.

Après les vacances la manifestation du 15 septembre a rassemblé plus de 3000 personnes sur Bordeaux. L'intersyndicale, contrariée par la présence de jeunes en tête de manifestation, a décidé d'arrêter la manif à Grand Théâtre laissant le cortège radical qui avait pris la tête de la manif se diriger seul jusqu'à Place de la Bourse, lieu initial de fin de la manifestation déclarée. Beaucoup de manifestants, un millier de militants syndicaux et de jeunes ont tout de même continué jusqu'à la fin, ne comprenant pas l'énerverment des principaux représentants de l'intersyndicale face à l'enjeu de la lutte pour l'abrogation de la loi, qui continue !

La Coordination jeune devait appeler à une nouvelle manifestation samedi 1^{er} octobre à 15h à la Victoire.

C.B

Nos vies, pas leurs profits

Clinique Rive Droite à Lormont

Les salarié-e-s se sont fait respecter

Au début de l'été, la grève a gagné plusieurs cliniques du groupe Bordeaux Nord.

Le 29 juin, 80 % des salarié-e-s de la clinique Rive Droite à Lormont se sont mis en grève à l'appel de la CGT. Les raisons de la colère : la direction ne proposait que 0,4 % puis 0,6% d'augmentation de salaires (de 6 à 11 € par mois) alors que les salariés revendiquaient 50 € nets pour tous. Cela faisait des années qu'il n'y avait pas d'augmentation avec les mêmes arguments : il n'y a pas d'argent dans les caisses. Cette année, alors que les bénéfices sont de 1,3 million, les propositions de la direction ont été considérées comme une provocation.

Le même jour, les salarié-e-s de la clinique d'Arcachon, du même Groupe GBNA, à l'appel de la CFDT, se sont aussi mis-es en grève pour dénoncer les conditions de travail. Le lendemain, ce sont les salarié-e-s de la clinique Bordeaux Nord du même Groupe aussi qui se sont mis-es en grève pour les salaires

et les conditions de travail. Trois cliniques du Groupe en grève : un casse tête pour la direction.

Dès le début du mouvement, la direction de la clinique Rive Droite a réquisitionné le personnel des Urgences, de la Maternité et de la Dialyse : des réquisitions jugées abusives par le Tribunal suite au référé déposé par la CGT Rive Droite. En effet, la direction réquisitionnait tout le personnel ! Par la suite ce sont les salarié-e-s en grève, avec la CGT, qui ont organisé ces réquisitions. Durant le mouvement, les grévistes ont fait connaître leur grève, contacté la presse, distribué des tracts à la population. Cette grève, en plein mouvement contre la loi El Khomri, a bénéficié de la solidarité des salariés en lutte, de la santé, notamment de la santé privée, de Ford, du collectif de lutte contre la loi travail...



Philippe Poutou, en visite aux grévistes avec le Collectif de Lutte

Malgré tout le mépris de la direction, notamment d'un des médecins et actionnaire du Groupe les traitant de « *pintades hystériques* », la direction, après 9 jours de grève, a dû céder des augmentations de salaires : 15 € et 30 € d'augmentation (pour les plus petits salaires) avec une prime de 100 € pour tous. Même si cela est inférieur aux revendications initiales, les grévistes ont le sentiment de s'être fait respecter !

Correspondantes

Fermeture de Take Eat Easy

Exploitation en roue libre !

Le mardi 26 juillet la start-up belge Take Eat Easy a annoncé par simple mail qu'elle fermait sur le champ, mise en redressement judiciaire trois ans après son lancement. Cette entreprise de livraison de repas à domicile employait 180 salariés et 4500 coursiers en Europe dont 2500 en France et 450 à Bordeaux qui se sont tous retrouvés sur le pavé du jour au lendemain.

Comble de cynisme, après l'annonce pour le moins brutale, ce communiqué envoyé par la direction disant entre autre « *nous ne vous remercierons jamais assez. Vous, clients, pour votre amour... Vous, coursiers, pour votre énergie avec le sourire* » ! Déjà, le 7 juillet, face aux rumeurs, le responsable local avait expliqué avec ce même humour « *pas de fermeture prévue avant 2360* » !

Les coursiers de Bordeaux, travaillant

comme auto-entrepreneurs ont créé un collectif dans l'objectif de récupérer ce que leur doit l'entreprise, les salaires du mois de juillet qui peuvent aller de centaines d'euros à plus de 1000 euros. Et de récupérer aussi la caution qu'ils ont versée pour le sac isotherme et le téléphone, soit 170 euros perdus pour l'instant.

Cette affaire a permis d'éclairer un peu ce que sont ces entreprises qui fonctionnent avec l'auto-entrepreneuriat, l'ubérisation dont on a beaucoup parlé au sujet des taxis. On en voit toute la dureté de fonctionnement, de conditions de travail et de salaires. A TEE par exemple, les coursiers étaient payés uniquement à la course (le travail à la tâche d'autrefois !), avec le principe de performance : plus on roule vite, plus on aura de commandes à livrer et plus

on gagnera. Avec pour résultat, comme en a témoigné Arthur au journal *Sud Ouest* : 7 accidents et 2 vélos cassés, à sa charge bien entendu vu son statut d'auto-entrepreneur.

Il y a bien entendu une concurrence sauvage que se mènent plusieurs entreprises sur ces nouveaux marchés dont font les frais les salariés. Une d'elle a donc quitté la course, et une grande partie des coursiers (qui font ce boulot à plein temps ou comme job d'étudiant) se retrouvent chez les autres start-up.

Dans cette « *économie collaborative* » les entreprises se libèrent de toutes les « contraintes » imposées par des décennies de luttes ouvrières et les travailleurs auto-entrepreneurs perdent justement ces droits collectifs pour une fausse indépendance et une précarité totale.

Jacques Raimbault

Les travailleurs handicapés sécurisent les Universités...

Le 31 août dernier, Najat Vallaud Belkacem, ministre de l'Éducation, annonce que pour financer le renforcement des conditions de sécurité des Universités à la rentrée 2016, elle a demandé et obtenu du gouvernement la prolongation, pour au moins un an, d'une mesure dérogatoire permettant aux Universités de ne pas verser l'intégralité de leur contribution pour les fonds destinés aux personnes handicapées ! Deux organismes, l'AGEFIPH et le FIPHFP *, aux acronymes un peu barbares, collectent les « amendes » des employeurs du privé (AGEFIPH) et des fonctions publiques hospitalières, territoriales et d'État (FIPHFP) qui ne recrutent pas 6 % de travailleurs handicapés, telle que la loi du 8 février 2005 les y oblige... presque, puisqu'il leur est toujours possible de faire de la sous-traitance par le biais des ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail) pour un certain nombre de services ou commandes, afin de se rapprocher le plus possible de ce taux. Tout est déjà prévu pour que l'obligation des 6% n'en soit pas réellement une.

Avec ces nouvelles dérogations obtenues par la ministre, ce sont 30 millions d'euros qui n'iront pas dans les caisses du FIPHFP, comme en 2015 où les Universités auraient dû verser 45 millions, et n'en auront réglé que 15, et qui sont littéralement détournés pour financer des investissements et des vigiles qui devraient relever du budget de l'État.

Autant d'argent en moins pour l'aide au recrutement, au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, à l'aménagement des postes, à la formation, à l'équipement nécessaire qu'il soit personnel ou professionnel afin de permettre au salarié ou fonctionnaire d'aller bosser.

Et ce n'est pas la première fois. Déjà, en 2014, l'ex-ministre du travail, François Rebsamen, avait imposé à l'AGEFIPH et au FIPHFP de consacrer 29 millions d'euros chacun, pendant trois ans, au financement des contrats aidés pour tous, tels que les CUI-CIE pour le secteur marchand et les CUI-CAE pour le secteur non marchand, au lieu de mesures spécifiques aux demandeurs d'emploi handicapés. Moins 174 millions d'euros dans les caisses !

Les recettes du FIPHFP ont diminué de 100 millions d'euros entre 2010 et 2015. Avec 500 000 demandeurs d'emplois, le nombre de travailleurs handicapés à la recherche d'un travail n'a jamais été aussi élevé et surtout, il a augmenté presque deux fois plus vite depuis 2007 que celui de l'ensemble des chômeurs.

Il va peut-être falloir embaucher des agents de sécurité pour protéger de ce vol organisé les budgets de l'AGEFIPH et du FIPHFP.

Madji Hamzaoui

* AGEFIPH : Agence de Gestion du fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (privé)

FIPHFP : Fonds pour l'Insertion professionnelle des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique

Bordeaux Contre la fermeture d'un bureau de Poste

C'est par affichage que les employés et les usagers ont été informés le 1er septembre que le bureau de Poste du cours Aristide Briand fermerait le 1^{er} octobre, une telle annonce au dernier moment ayant pour but d'éviter une possible mobilisation contre cette nouvelle fermeture d'une agence, après celle du cours d'Albret dans le secteur, et même celle plus loin du cours de la Marne. « On est dans une simple logique de réduction des coûts, des emplois... alors que tous les voyants économiques sont bons » a assuré un représentant de la CGT à Sud-Ouest lors d'un rassemblement devant cette Poste le 15 septembre, jour de la manif contre une autre casse, celle du Code du Travail !

Une pétition de la CGT circule dans le quartier, bien relayée par les commerçants qui comme les autres usagers ne comprennent pas cette fermeture d'un bureau « où il y a toujours du monde ». La perspective de devoir aller aux agences Mériadeck ou à la Victoire, déjà surchargées, en plus d'être bien loin notamment pour celles et ceux qui ne peuvent plus faire des kilomètres facilement, ne passe pas.

Ce bureau ne perd pas d'argent, mais la Poste raisonne comme une banque et pas comme un service public qu'elle a été et devrait encore être, il faut être rentable ! Et la rentabilité n'est pas assez forte à ses yeux. Et s'il y a eu une baisse de fréquentation, c'est elle-même qui l'a organisée en fermant entre midi et 14 heures, en supprimant petit à petit les services rendus depuis deux ans, pour pouvoir ensuite justifier la fermeture.

La direction explique clairement sa politique commerciale : fermeture des bureaux, sous-traitance à des relais urbains comme des bureaux de tabacs, agences communales avec les mairies, station pick-up, consignes numérisées pour retirer les colis, etc. Cela s'inscrit bien dans une politique globale de casse du service au public à l'œuvre aussi dans la santé, l'éducation, les agences CAF, CPAM, Pôle emploi...

Outre la pétition, la CGT a envoyé un courrier au maire de Bordeaux. Un tract a été distribué dans le quartier pour une réunion citoyenne à la Bourse du travail toute proche, la médiatisation assurée. A suivre donc...

J. R.

Construisons la solidarité dans nos quartiers ! Refusons d'importer la guerre dans les écoles !

Dès la fin août, Najat Vallaud Belkacem était à l'offensive pour nous imposer le climat d'état d'urgence dans l'éducation, en créant la peur autour des établissements scolaires.

Dans une circulaire du 29 août, elle a annoncé que tout au long de l'année, les réservistes de la police et de l'armée seraient déployés devant les écoles, collèges et lycées « afin de renforcer la surveillance de la voie publique et d'éviter tout attroupement préjudiciable à la sécurité des élèves ». La fermeture des écoles aux parents, y compris en maternelle, était préconisée, d'éventuels contrôles visuels de leurs sacs, ainsi qu'un exercice supplémentaire de sécurité dans les écoles sur le thème attentat-intrusion. Le ton était donné !

Il ne s'agit pas de minimiser le danger terroriste, y compris à la porte des écoles. Et l'inquiétude qu'ont manifesté certains parents et enseignant-es est légitime. Mais les réponses policières et sécuritaires du gouvernement et de la ministre ne peuvent en rien nous protéger de kamikazes fanatisés qui s'en prendraient aux écoles. Elles ne font que créer la suspicion envers les populations des quartiers populaires d'origine immigrée, désignées comme musulmanes, assimilées au danger terroriste. L'amalgame entre islam, intégrisme islamiste

et terrorisme, que pratique la classe politique de la gauche à l'extrême-droite, n'a pas d'autre objectif que de nous diviser, de désigner des bouc-émissaires pour tenter de détourner la révolte créée par les politiques antisociales et de répression contre les salariés et la jeunesse.

Dans de très nombreuses écoles, les enseignants résistent à la pression sécuritaire du Ministère. Beaucoup d'équipes enseignantes, après discussion, ont fait le choix de refuser de fermer l'école aux parents, et d'en faire, de fait, des suspects potentiels. Elles ont refusé la peur, le repli sur soi, convaincues du « vivre ensemble » pour vaincre les préjugés racistes et xénophobes.

Nous ne devons pas nous laisser diviser par ceux qui veulent attiser les haines au nom de la religion ou de la lutte contre le terrorisme, et importer la guerre dans les écoles. Notre seule réponse, habitants des quartiers populaires, parents, enseignants, personnels, qu'on ait une religion ou pas, c'est nous organiser pour construire ensemble une force collective, solidaire et démocratique, avec les salariés et la jeunesse, pour l'arrêt des guerres et pour nos droits sociaux et démocratiques.

Christine Héraud

60 000 postes dans l'Education nationale ? Promesse non tenue !

Hollande candidat s'était engagé à créer 60 000 postes dans l'Education nationale au cours de son mandat. Une annonce à minima du point de vue des besoins, et compte tenu de la suppression de 80 000 postes sous Sarkozy. Où en est-on aujourd'hui ? Au fur et à mesure des rentrées, la promesse se révèle être un marché de dupes. Tout d'abord parce qu'il ne s'agissait pas uniquement de recrutements d'enseignants mais de toutes les catégories de personnels. Et puis, il a fallu replâtrer la formation et remettre notamment les stagiaires à temps partiel devant les classes. Mais surtout, les étudiants volontaires pour embrasser une carrière dans l'Education nationale ne se bousculent pas, surtout quand la mastérisation reste la condition sine qua non du recrutement et que les salaires sont loin d'être « attractifs ».

En terme de chiffres, le ministère affirme avoir déjà recruté 35200 postes. Il affirme vouloir recruter 25000 enseignants

en 2017. Nouvel effet d'annonce avant la Présidentielle ? Il est difficile de voir comment ce serait possible. Les derniers concours n'ont déjà pas fait le plein dans beaucoup de disciplines. Les rectorats ont ainsi recours aux emplois précaires, contractuels, recrutés souvent parmi celles et ceux qui n'ont pas été reçus aux concours...

Ainsi les salles des maîtres et des professeurs ne se retrouvent guère plus peuplées en cette fin de mandat PS qu'à la fin de l'ère Sarkozy, les classes débordent toujours, 120 000 jeunes continuent de sortir du système scolaire sans qualifications...

Il est urgent de se mobiliser pour le recrutement des 120 000 enseignantEs nécessaires, et pour exiger un statut et un salaire dès le baccalauréat aux étudiantEs qui souhaitent devenir enseignants.

C. H.

Rentrée dans les collèges La réforme jusqu'au dégoût !

Pour celles et ceux qui enseignent au collège, qui ont fait plusieurs fois grève contre la réforme et qui continuent à exprimer leur colère à la moindre occasion, le tintamarre médiatique organisé par le Ministère de l'Éducation à l'occasion de la rentrée apparaît comme une mauvaise farce. De toute façon, pas le temps de regarder la vidéo de Najat Vallaud-Belkacem quand on a à gérer la préparation des cours avec de nouveaux programmes pour tous les niveaux, l'absence des nouveaux manuels (les éditeurs sont déjà en rupture de stocks), l'improvisation pour essayer de se coordonner entre collègues pour les AP (aide personnalisée) et EPI (Enseignement pratiques interdisciplinaire)... Sans parler des mauvaises surprises du côté des emplois du temps, avec les trous en pagaille et les vœux non respectés et pour les élèves un véritable casse-tête pour s'y retrouver dans des horaires à géométrie variable...

Les chefs d'établissement se sentent pousser des ailes pour affirmer encore plus leur pouvoir... et se gargarisent du moindre projet interdisciplinaire dans le cadre des EPI comme s'ils venaient de découvrir la pierre philosophale !

Mais l'enfumage pédagogique autour de la réforme ne peut masquer l'absence de moyens concrets mis en œuvre. Inégalités scolaires renforcées, destructions massives de postes, course à la compétence au détriment des connaissances, règne des petits chefs... voilà les ressorts fondamentaux de cette réforme. Tout cela ne peut que renforcer le rejet de cette attaque sans précédent contre nos conditions de travail mais aussi contre les conditions d'étude de millions de jeunes élèves.

Cette réforme du collège c'est un peu comme pour la loi Travail, c'est l'inversion de la hiérarchie des normes pour nos conditions de travail et pour les conditions d'études des élèves : ce qui passe désormais en premier c'est la logi-

que du management et le règne « *du plus fort qui s'en sort* ». De cette école de plus en plus adaptée aux lois du capitalisme pourrissant, on n'en veut pas, on n'en veut toujours pas, malgré l'abandon en rase campagne des principales directions syndicales de l'Éducation alors que la mobilisation des enseignants dans les collèges était forte et déterminée il y a maintenant plus d'un an.

La faible mobilisation pour la grève du 8 septembre n'a donné qu'un écho réduit à cette colère toujours bien présente. Mais comme pour la loi Travail, malgré le passage en force, gageons que dans les mois qui viennent il y aura d'autres occasions pour redonner de la voix contre cette réforme. Les enseignants et les élèves valent mieux que ça !

Bruno Bajou



Trop c'est trop

Depuis le début de l'année, on assiste à une vraie vague de suicides à l'hôpital. 4 agents du CHU de Toulouse se sont donnés la mort en juin, une infirmière à l'hôpital du Havre, deux à l'hôpital de Reims cet été, un jeune cadre de santé à St Calais en juillet... En décembre 2015, c'est un cardiologue de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière qui s'était donné la mort.

Certains se sont suicidés sur leur lieu de travail.

Les raisons : des milliers de suppressions de postes, des conditions de travail qui se dégradent, les heures supplémentaires par manque de personnel. Les salariés sont à bout.

Malgré les nombreuses interpellations du ministère de la santé, M. Touraine accélère les attaques pour faire encore plus d'économies.

Il n'y a rien à attendre de ceux qui sont les responsables de la situation catastrophique dans laquelle nous nous trouvons. Ce n'est pas leurs tables rondes, leurs groupes de réflexion qui amélioreront nos conditions de travail. C'est par nos mobilisations que nous réussirons à mettre un coup d'arrêt aux attaques que nous subissons. Il ne faut plus que nos collègues se retrouvent isolés face à des directions qui n'hésitent plus à sacrifier la santé, voire la vie des agents, pour plus de rentabilité.

Extrait du bulletin de la Branche santé du NPA 33, diffusé en septembre sur plusieurs hôpitaux et cliniques, du public et du privé

Politique locale

Expulsions et exclusions s'enchaînent..

Une soixantaine de Roms Bulgares ont été expulsés du terrain qu'ils occupaient depuis des mois à Mérignac. Il s'agit de familles qui errent depuis des années maintenant, comme d'autres, d'un terrain ou d'un squat à l'autre, entre deux expulsions. Un cycle sans fin, totalement absurde et révoltant ! Avec chaque fois rupture ou dégradation dans le suivi des soins, la scolarisation, le travail des associations qui les aident.

Ces familles ont donc installé leur campement sur un nouveau terrain, à 1,5 km, ce qui permet aux enfants de rester scolarisés à Mérignac. Pour combien de temps cette fois ?

D'autres bidonvilles à Bordeaux et Mérignac ont reçu des décisions d'expulsions, qui s'accroissent tous les ans avant la trêve d'hiver, ce qui fait dire à Morgan Garcia de Médecins du Monde « *Cela fait 20 ans que les bidonvilles sont revenus en France et qu'on les expulse sans rien leur proposer* ».

Il s'agit bien d'une politique d'acharnement contre ces populations, qui ont pourtant suffisamment de problèmes et auraient au contraire besoin d'accueil, d'aide, de solidarité et de conditions de vie décentes.

Il en va de même pour les Sahraouis, qui occupent un squat Quai Deschamps à Bordeaux depuis un an et qui sont actuellement de 250 à 300. Ils avaient passé auparavant presque

deux ans dans un campement près du Pont St Jean avant d'en être évacués. (voir *Anticapitalistes !* n° 58). Le Tribunal d'Instance vient de prononcer une ordonnance d'expulsion qui pourrait venir très vite maintenant. Sans rien proposer bien entendu, la seule perspective étant un centre de 52 places ouvert depuis un an à Pessac mais seulement de 19h30 à 8h30. Comme un classique asile de nuit !

Et voilà que vendredi 23 septembre, à Arès, un conseil municipal exceptionnel s'est prononcé à la majorité (sauf les 4 élu(e)s d'opposition de gauche) contre l'accueil de migrants, suivant la recommandation du maire, sous les applaudissements d'un public de 300 manifestants répondant à l'appel d'un tract distribué sur tout le Bassin et appelant à « *manifeste l'hostilité de la population à l'arrivée des migrants* ». Aussi inquiétant que nauséabond ! Et pourquoi cette levée de bouclier de haine raciste ? Un centre d'accueil et d'orientation pour 50 migrants qui devrait ouvrir du 15 octobre à la fin mars !

Il nous faut combattre, sans aucune concession, tous les discours nationalistes, racistes, haineux qui ont des conséquences désastreuses et sont un piège mortel pour tous les travailleurs avec ou sans papiers, quelle que soit leur origine ou leur couleur de peau ! Solidarité internationaliste plus que jamais !

Jacques Raimbault

La Région fait expulser le Sherby

C'est par une importante intervention policière de plus de 150 hommes que le squat du Sherby à Blanquefort a été évacué le 20 septembre, au petit matin, mettant 26 personnes à la rue avec 7 enfants dont 3 sont scolarisés dans cette commune.

Cette bâtisse du 16^{ième} siècle de 800 m² avec 4 ha de terre agricole était réquisitionnée depuis octobre 2015 par le collectif Sherby. Cette propriété appartient au Conseil Régional et était à l'abandon depuis 2 à 3 ans. Elle s'y retrouve à nouveau car il n'y a aucun projet pour ce lieu classé terre agricole même si, pour justifier la demande d'évacuation, la Région parle de son intention de vendre !

Il y avait plusieurs familles albanaises, bulgares, ainsi que des jeunes à y vivre et beaucoup de travail accompli pour aménager ce lieu de vie ouvert et chaleureux. « *On ne dérangeait personne, on développait les lieux et les gens du coin commençaient à nous connaître... Un réseau d'entraide s'était constitué et tout a été détruit* »

explique Shirley, du collectif.

Il s'agissait d'une initiative militante, occuper un logement public vide pour palier les carences de l'Etat, de la Région, à offrir un abri aux personnes dému-



nies. Une initiative qui, en fait, ne faisait qu'appliquer la loi, cette loi de réquisition qui existe depuis des décennies mais n'est jamais appliquée alors que les bâtiments vides sont là, tout comme les besoins de se loger pour de plus en plus de personnes.

Pour le communiqué de presse, comme chaque fois dans ces situations, la Pré-

fecture a expliqué que des solutions d'hébergement ont été offertes. Ce qui s'est traduit par 3 nuits d'hôtel au mieux et... retour à la rue !

Depuis le 24 septembre, des membres du collectif se sont installés sur un autre terrain tout près. Ils ont expliqué dans un communiqué de presse « *Se pose la question désormais des intentions réelles de la Préfecture à l'égard de toutes ces personnes qui vivaient certes grâce à une occupation illégale, mais dans un cadre sécurisé, familial et un environnement propice à l'épanouissement de chacun* ».

Pour le collectif Sherby en tout cas les intentions sont claires : pas d'autre choix que de continuer ce combat qui est juste et primordial. Cette lutte nous concerne tous et toutes et à besoin de forces, de soutien et de solidarité.

Mail : sherby.collectif@bbox.fr

Facebook : Collectif du Sherby

J.R.

Juppé : « identité heureuse »... ou hypocrisie réactionnaire ?



Prenant l'air scandalisé devant les outrances sarkoziennes, le bon apôtre Juppé veut nous conduire, lui, vers « l'identité retrouvée de la France, l'identité heureuse »...

Sauf que côté réactionnaire, sa camelote n'a rien à envier à celle de son adversaire. Pour avoir droit au bonheur qu'il nous promet, « ceux que nous avons acceptés sur notre territoire doivent s'intégrer. C'est un processus exigeant, complexe, difficile »... qui reposerait sur trois conditions : « retrouver la maîtrise des flux migratoires », « refuser les tentations communautaristes », « partager et transmettre un bien commun »... Et ce « bien commun », « c'est d'abord notre passé, c'est-à-dire nos racines, qui sont grecques, latines et judéo-chrétiennes [...] ensuite notre culture, notre langue, et nos valeurs morales »...

Comment diable va-t-il réussir à « partager et transmettre » « nos racines judéo-chrétiennes » à des populations dont les « racines » sont « musulmanes » - sans parler des athées, aussi hermétiques à la parole de Jésus qu'à celle d'Allah ou de Jéhovah, il ne nous le dit pas. Peut-être compte-t-il sur l'intervention de la Vierge qu'il est allé prier à Lourdes le 15 août dernier, devant quelques caméras...

Quant au voyage vers le passé, laissant Vercingétorix à Sarko, Juppé a choisi l'antiquité gréco-romaine. Et tant pis

si quelques 20 siècles d'évolution des techniques, de bouleversements des rapports sociaux et des idées, d'échanges internationaux innombrables nous séparent de nos soi-disant « ancêtres les gaulois » et des civilisations esclavagistes de l'Antiquité, faisant de la société dans laquelle nous vivons ce qu'elle est aujourd'hui.

Cette société est en crise, malade du capitalisme, d'un système de domination qui a fait son temps et dont les contradictions de plus en plus incontrôlables conduisent à l'explosion des inégalités sociales, à la généralisation de la guerre, à la dégradation catastrophique de l'environnement avec, parmi d'autres conséquences dramatiques, le flux intarissable de centaines de milliers de migrants et la menace du terrorisme.

Mais cette société porte en même temps les perspectives d'un autre avenir, sans frontières, celle d'une société basée sur la coopération de tous les êtres humains, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau, qu'ils soient croyants ou pas. Une perspective à l'opposé de l'enfermement réactionnaire que nous proposons Sarkozy avec ses gaulois, Juppé avec son « identité heureuse », sans oublier Valls, Hollande et quelques autres... Face aux classes dominantes et à leurs valets politiques, la seule « identité » qui vaille, c'est notre identité de classe : prolétaires. Notre projet politique, prendre nos affaires en main, nous battre avec nos propres armes, celles de la contestation sociale, pour construire cette autre société, le socialisme.

Daniel Minvielle

Rousset a fait sa « rentrée »...

Mardi 13 septembre, c'était conférence de presse pour le président de la Nouvelle Aquitaine, fier de « son » « territoire aussi grand que l'Autriche »... Parmi diverses annonces, il y a la potion magique de « l'Usine du futur », un plan lancé par Hollande en 2013 pour « réindustrialiser la France » et dont Rousset revendique la paternité, pour l'avoir expérimenté bien avant...

Concrètement, rien de bien original : il s'agit d'offrir à certaines entreprises privées les milliards de l'Etat et des Collectivités locales pour financer leur modernisation et ainsi leur productivité. En Nouvelle Aquitaine, 290 sociétés sont actuellement concernées et l'objectif serait de 600 pour 2020.

Produit significatif de cette politique : la modernisation de l'usine Safran Helicopter Engines (ex Turbomeca) qui fabrique des turbomoteurs d'hélicoptères à Bordes, près de Pau. Elle a été totalement reconstruite entre 2007 et 2009, pour un coût de 100 millions... dont la moitié vient de l'Etat et des Collectivités locales (d'après *Sud-Ouest*). Cela aurait permis d'augmenter la productivité de 50 % tout en « préservant l'emploi » de 2500 salariés. Il faut quand même préciser que cette spectaculaire croissance ne doit rien à la magie, elle est tirée par un marché en pleine expansion, celui des hélicoptères de combat... Rousset est aussi un fervent soutien des marchands de canons.

Quant aux profits de la multinationale Safran, ils vont bien, merci. Le groupe annonce avoir fait 1482 millions d'euros de « résultat net ajusté », c'est-à-dire de profit, en 2015, dont il dit avoir reversé 40 % (soit 592 millions...) à ses actionnaires. On comprend à quel point l'argent du contribuable était indispensable à la survie de Turbomeca !

D.M.

Il y a 80 ans, mai-juin 1936 : la grève générale face au gouvernement du Front populaire

Le NPA 33 organise le samedi 8 octobre, de 10h à 13h, dans son local, une réunion-débat pour discuter de l'histoire du Front populaire et de la grève générale de mai-juin 1936. Une histoire bien utile pour débattre de questions toujours actuelles : grève générale et prise du pouvoir ; luttes, syndicats et gouvernements réformistes ; quelle politique pour les révolutionnaires... Venez en discuter !

Le « Front populaire » fait partie de la mythologie de la gauche française, présenté comme un grand moment de conquêtes sociales, placé sur le même plan par exemple que les réformes du Conseil National de la Résistance en 1945. Le plus souvent, le récit qui en est fait entretient la confusion entre d'un côté l'action gouvernementale des partis de gauche, et d'un autre côté, l'action de la classe ouvrière elle-même, une grève générale massive, pour conquérir ses droits. Cette confusion a une fonction politique : essayer d'entretenir les illusions sur une possible « révolution par les urnes ». Derrière le mythe, l'histoire réelle de mai-juin 1936 montre que sans la mobilisation ouvrière, les conquêtes sociales n'auraient pas eu lieu, et que le gouvernement de gauche a sauvé la mise à un patronat qui aurait pu tout perdre.

Une situation de crise

En 1936, le capitalisme impose depuis quelques années un nouveau recul social terrible. La crise économique qui a éclaté en octobre 1929 à New York s'est généralisée au monde entier. La crainte d'une nouvelle guerre est bien là. Plusieurs pays européens, à commencer par l'Italie et l'Allemagne, ont basculé dans le fascisme. Dans d'autres, la menace est réelle.

Face à cette crise, dix-neuf ans à peine après la Révolution russe de 1917, l'idée qu'« un autre monde est possible » est bien concrète, un monde où la classe ouvrière peut s'emparer des moyens de production, construire son propre Etat, aller vers une société communiste... Dans les rangs larges des classes populaires, l'URSS représente encore un espoir, elle n'a pas encore pris le

visage repoussant de la dictature stalinienne.

La France, exploitant encore un vaste empire colonial, n'est pas le pays le plus durement touché par la crise, mais le chômage est massif et les conditions d'exploitation dans les usines sont d'une dureté extrême. Les groupes fascistes progressent et le 6 février 1934, ils manifestent devant l'Assemblée nationale, essayant de capter l'exaspération d'une partie des classes moyennes contre la crise et contre la corruption du pouvoir politique. Les affrontements avec la police font plusieurs morts.

Le sursaut de la classe ouvrière et la mise en place du « Front populaire »

La réaction de la classe ouvrière est d'une ampleur jamais vue, avec des manifestations massives dans tout le pays, notamment le 12 février.

Le climat de l'époque est bien illustré par ce texte de Jacques Prévert, que sa troupe vient jouer dans les quartiers populaires, devant les usines...

*Attention, camarades, attention
Mourir pour la patrie, c'est mourir pour Renault
Pour Renault, pour le pape, pour Chiappe
Pour les marchands de viande
Pour les marchands de canons...
Ici les enfants jouent avec la tuberculose dans le ruisseau...
Le travail est dur, mal payé, très dur, très mal payé
Et quand vous sortez dans la rue, la rue n'est pas à vous,
La rue est aux flics
La rue est aux curés...
Regardez vers la Russie, camarades.
La Russie où il y a des hommes et des enfants qui rient
Des hommes comme vous,
Qui vous appellent et qui vous crient :
Proétaires de tous les pays, unissez-vous.*

Vive la presse, 1932



Le mouvement ouvrier est extrêmement divisé depuis la fin de la guerre. D'un côté le parti socialiste (SFIO) et la CGT, réformistes et complices de l'union nationale de 14-18. De l'autre le PC et la CGT-Unitaire, révolutionnaires, se réclamant de l'antimilitarisme et de la Révolution Russe. Dans les manifestations de 1934 et 1935, la classe ouvrière exige l'unité, le front unique contre la menace fasciste. Après un grand affaiblissement lié à la crise, elle retrouve aussi le chemin des luttes et des grèves.

Ce sursaut et cette politisation bousculent en profondeur la situation.

Le PC saisit cette évolution et avance comme réponse... une alliance électorale ! Ce « Front populaire » est proposé à la SFIO, traitée juste avant de « social-traitre », et au Parti radical, qui a mené la guerre, le parti de toutes les alliances anti-ouvrière avec les partis de droite depuis des années. On est très loin du « front unique contre le fascisme ».

Ce virage à 180° s'explique principalement par un changement radical de politique de Staline, à la tête de l'URSS et de l'Internationale communiste qui imposait sa politique à tous les PC du monde. Staline avait déjà renoncé depuis 1924 à préparer la révolution

mondiale en proclamant la construction du « *socialisme dans un seul pays* ». Mais les PC, comme le PC français, continuaient à affirmer une perspective révolutionnaire, revendiquant « *les soviets partout* » et leurs militants dénonçaient le militarisme, le colonialisme, l'Etat bourgeois et la propriété privée. En 1935, face à la menace de Hitler, Staline recherche des alliés. Il se tourne alors vers les démocraties bourgeoises et signe un « *Traité d'assistance mutuelle* » avec Laval, dirigeant français. Ce pacte de soutien militaire réciproque conduit Staline et le PC à justifier le militarisme français et avec lui, le nationalisme (on chante de nouveau *La Marseillaise* à côté de *l'Internationale* dans les meetings)... c'est aussi le renoncement à la révolution. Bien des militants sont révoltés par ce virage. Certains se tournent vers l'opposition de gauche, le courant trotskyste qui continue à défendre l'internationalisme et la révolution, et qui pour cela était combattu physiquement par les stalinien.

L'alliance électorale est acceptée par la SFIO et les Radicaux, sur un programme extrêmement modéré, qui ne contient comme mesure sociale significative que la semaine de 40 heures. Répondant sur le terrain électoral aux espoirs de changement des masses, le « *Front populaire* » remporte les élections législatives du 3 mai 1936... mais il faudra attendre un mois de tractation pour que le gouvernement Blum se mette en place, le 4 juin.

La grève, une vague que rien ne peut arrêter

La victoire électorale est ressentie comme un moment de libération qui permettait de s'engager dans la lutte, sans craindre une répression policière brutale. Une illusion, quand on sait maintenant comment le



gouvernement Blum a ensuite réprimé d'autres luttes quand la grève générale a été terminée. Mais en mai-juin 36, la vague est si forte que rien ne peut s'y opposer. Cinq millions de travailleuses et travailleurs participent à cette lutte. Sans qu'aucun syndicat n'appelle à la grève gé-

nérale, il y a grève dans tous les secteurs (à l'exception de la fonction publique), dans l'industrie et le commerce, les très grandes usines de milliers d'ouvriers, les employés isolés chez des artisans, des ouvriers agricoles, le personnel de l'opéra, etc. Plus de 12 000 usines sont occupées.

Trotsky écrit en juin : « *Léon Joubaux* [le dirigeant de la CGT], à la suite de *Léon Blum*, assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique, dans les cadres stricts de la loi. [...] Selon la légende, à la question de *Louis XVI* : « *Mais c'est une révolte ?* », un de ses courtisans répondit : « *Non, sire, c'est une révolution.* » Actuellement, à la question de la bourgeoisie, « *C'est une révolte ?* », ses courtisans répondent : « *Non, ce ne sont que des grèves corporatives.* » En rassurant les capitalistes, *Blum* et *Joubaux* se rassurent eux-mêmes. Mais les paroles ne peuvent rien. Certes, au moment où ces lignes paraîtront, la première vague peut s'être apaisée. La vie rentrera apparemment dans son ancien lit. Mais cela ne change rien au fond. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. »

La grève et les manifestations sont importantes aussi dans les colonies françaises, en Algérie, en Indochine (Viêt-Nam). La vague de contestation ne touche pas que la France, avec une situation révolutionnaire en Espagne, des grèves en Belgique, aux USA, et même dans l'Allemagne nazie.

Pendant ces quelques semaines, la révolution frappait à la porte, et c'est parce

que la peur de tout perdre était réelle, que Blum et les patrons acceptèrent lors des accords Matignon du 7 juin des revendications soi-disant impossibles : des conventions collectives, des droits syndicaux, des augmentations de salaires de 12%.

Loin de calmer la vague de grève, les accords lui donnent un nouvel élan dans les jours qui suivent. Blum doit aller plus loin, et les 11 et 12 juin, des lois sont adoptées pour la semaine de 40 heures (sauf pour les ouvriers agricoles très nombreux), et deux semaines de congés payés qui n'étaient pas dans le programme du Front populaire.

Le reflux faute de perspective

Les directions du PC et de la CGT, toutes deux opposées à la perspective révolutionnaire, mirent tout leur poids pour que la classe ouvrière ne dépasse pas cette étape de la grève générale, pour qu'elle ne fasse pas les expériences nécessaires pour aller vers la prise du pouvoir. Les comités de grève furent cantonnés autant que possible à l'occupation des usines. Elles s'opposèrent autant à leur coordination d'usines en usines, qu'à toute reprise en main de la production. Pourtant, toutes ces expériences ont bien eu lieu, dans plusieurs endroits, mais de façon trop embryonnaire pour que l'ensemble des travailleurs s'en emparent. Et les organisations révolutionnaires étaient trop faibles et divisées pour généraliser les réussites sur ce terrain de nombre de leurs militants ouvriers.

C'est au plus fort de la grève, entre les 11 et 13 juin, que Thorez déclara « *il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue* ». Dans le même discours, il martèle que la révolution, ce sera pour plus tard !

Faute de perspective, faute d'un parti révolutionnaire pour les formuler, les populariser, les mettre en œuvre au cœur de la mobilisation, la vague gréviste a fini par refluer. Deux mois plus tard, Léon Blum proclamait « *la pause* », c'est-à-dire la fin de toutes les réformes sociales. C'est le retour de balancier, les acquis de la grève sont repris par l'augmentation des prix...

Les luttes qui suivent sont réprimées, c'est la marche vers la guerre que la chambre du Front populaire accompagnera jusqu'à la débâcle et le vote des pleins pouvoirs à Pétain.

François Mimvielle

NASAWIYAT !

Voici deux livres où des féministes (Nasawiyat en arabe) prennent la parole comme les femmes ont pris la rue durant le Printemps arabe. Leur combat pour l'émancipation des femmes est indissociable du combat pour la démocratie sociale et contre l'obscurantisme religieux.

Foulards et hymens de Mona Eltahawy (Ed. Belfond, 2015)

« Filles du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, soyez impudiques, soyez rebelles, désobéissez et sachez que vous méritez d'être libres » leur dit la jeune journaliste et écrivaine égyptienne, la première à dénoncer son agression avec d'autres femmes Place Tahrir, en plein Printemps arabe, violées par des officiers pour avoir manifesté aux côtés d'hommes pour la dignité et la liberté.

Issue d'un milieu aisé, ayant étudié à Londres, musulmane d'abord voilée de sa propre volonté, Mona Eltahawy a décidé d'enlever son voile après avoir découvert des féministes comme Huda Shaarawi, pionnière du mouvement des droits de la femme en Egypte pour avoir ôté son voile en public en 1923, ou Doria Shafik dans les années 50, entrée de force dans le Parlement égyptien à la tête de 1500 femmes avant d'entamer une grève de la faim pour la libération des femmes de son pays.

Ce « féminisme arabe » lui fait dire : « Lorsque les Occidentaux se taisent au prétexte qu'il faut « respecter » les cultures étrangères, ce sont uniquement les plus conservateurs de celles-ci qu'ils soutiennent. Le relativisme culturel est tout autant mon ennemi que l'oppression que je combats au sein de ma propre culture et de ma foi ». « Seuls nous-mêmes pouvons nous sauver de nos démons. Je n'ai jamais imploré quiconque de le faire à notre place. En revanche, j'adjure nos alliés occidentaux d'être plus attentifs aux droits des femmes et de refuser qu'un certain relativisme culturel ne finisse par justifier de monstrueuses violations de ces droits ».

Ces violations, cette oppression en très forte progression avec la montée des intégrismes, surtout en Afrique du Nord, s'exercent autant dans la rue par le harcèlement impuni qu'au foyer avec les violences conjugales, les mariages précoces, forcés, (dont les mariages de femmes avec leurs violeurs pour « l'honneur de la famille ») ou les mutilations sexuelles (pratiquées sur 90% des petites filles et femmes mariées d'Egypte, même si aujourd'hui cela se fait dans les hôpitaux !).

Si les femmes aisées peuvent parfois échapper à la police des mœurs ou aux mariages précoces pour raisons financières, ce n'est pas le cas des plus pauvres, comme au Soudan ou en Ethiopie. Il faut donc, selon l'auteure, deux révolutions aux femmes, l'une sociale et l'autre sexuelle.

Pour cela, elle les appelle avec leurs alliés, à dénoncer leur sort, à parler de leur vie « comme si elle comptait vraiment. Car c'est le cas ». Mais aussi, comme le dit l'Algérienne Malika Mokeddem, à être nombreuses à faire « du droit à l'égalité, à la liberté, à l'amour, au choix de notre sexualité, notre seule religion », pour conclure : « Je suis le produit de ma culture et de ma foi. Je suis la fille des tabous et des silences contre lesquels je me suis battue. Je suis la soeur de toutes les femmes luttant contre les forces oppressives qui ont étouffé nos vies sexuelles et en ont fait des champs de mine, de toutes celles qui se battent résolument et obstinément contre les forces tyranniques qui ont étranglé nos sociétés. Je suis la meilleure amie des femmes qui défilent pour protester contre les despotes politiques et les despotes domestiques ».



Les prolos de Louis Oury (Ed AgonE)

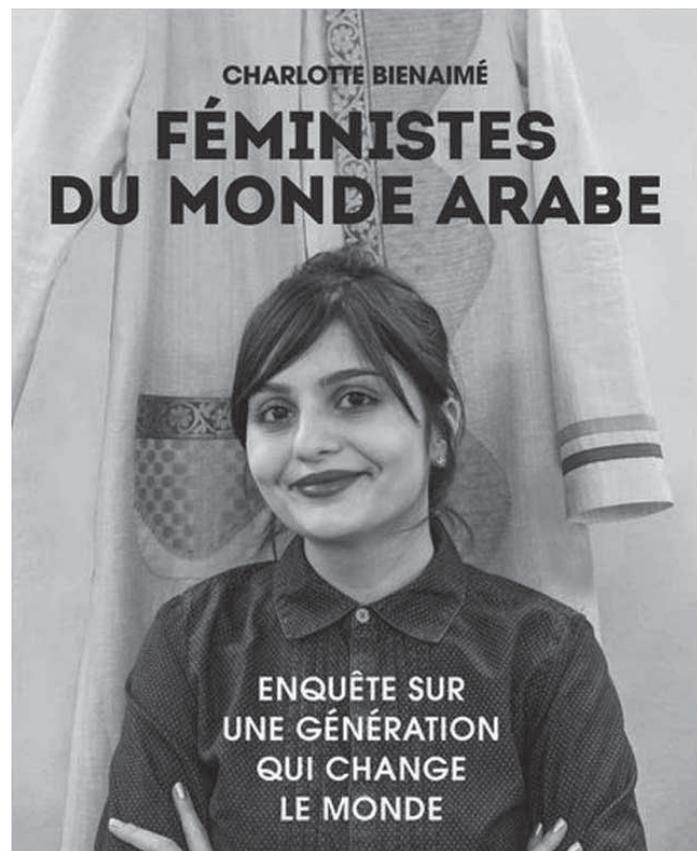
Ce livre écrit en 1972 commence le 18 décembre 1950 quand, à l'âge de 17 ans Louis Oury fait son « entrée dans la classe ouvrière », comme chaudronnier à la Sacer dans sa région natale de Loire Atlantique. En 1953, il se fera embaucher aux chantiers de St Nazaire, un bastion ouvrier de 15 000 travailleurs.

C'est un autre monde pour ce jeune prolo, premier de sa famille à quitter la campagne des aïeux « dont l'horizon se limitait à un champ de betteraves » un passage « de la vie pastorale à l'univers de merde, de sueur et de sang qu'est celui de l'usine » qui va profondément le chambouler. Lui qui est marqué par cette mentalité paysanne, soumis à une éducation catholique, pour qui les communistes sont des sauvages et les ouvriers des feignants dépravés.

Il nous fait découvrir et vivre « ce milieu apocalyptique où tout n'est que feu et flammes », des conditions de travail terribles, des semaines de 54 h et même 70 h, dimanche compris, pour suivre les cadences imposées. La moitié du salaire était en primes,

Féministes du monde arabe de Charlotte Bienaimé (Ed Les Arènes, 2016)

La journaliste Charlotte Bienaimé donne la parole à des militantes féministes d'Afrique du Nord, tunisiennes, algériennes, marocaines ou égyptiennes pour lesquelles la révolution du Printemps arabe a fini de bouleverser leur jeune vie. C'est alors qu'elles prennent conscience qu'il ne peut y avoir de démocratie ni de libération sans la moitié de l'humanité, les femmes, qui investissent l'espace public, la rue, essentiel-



lement dévolue aux hommes. Plus possible alors d'accepter d'être voilées pour être mariées avec un inconnu choisi par la famille, de ne plus vivre, s'habiller comme elles l'entendent et être harcelées, de taire leur oppression, cachées et sans sexualité comme de bonnes épouses et mères pieuses !

En Afrique du Nord, quelques droits avaient bien été obtenus par les luttes des femmes, que s'étaient appropriés de manière paternaliste les régimes autoritaires de Ben Ali et Bourguiba en particulier. Mais le fait est que depuis la révolution du Printemps arabe et jusqu'à nos jours, seule la Tunisie autorise l'IVG sans conditions. En Algérie, l'avortement, extrêmement limité par la loi, vaut 2,5 fois le SMIC, moins que la très fréquente revirgination reconstituant l'hymen pour qu'il soit intact pour le mariage. La répudiation des femmes est bien plus courante que les peines pour viol ou violence conjugale...

La progression des islamistes et le recul du mouvement féministe font que la vie des femmes, en particulier des paysannes et ouvrières, est régie en Egypte par la charia, ailleurs, par un système patriarcal dominé par la religion, obsédé par ce qui est *haram* (péché), *zina* (fornication), la virginité, l'appropriation et l'invisibilité du corps et du psychisme des femmes...

Alors, les féministes résistent : l'une écrit, l'autre est « *garde du corps* » pour les femmes Place Tahrir, une autre, médecin, aide les femmes victimes de viols et répudiées, l'autre fait un blog où les femmes peuvent s'informer et parler de leur sexualité et de leurs désirs aussi forts que ceux des hommes, et où elle poste une photo avec cette pancarte en arabe: « *Je suis pour l'émancipation des femmes dans le monde arabe parce que je suis révolution, et pas tabou* ».

Mónica

le « boni », versé si le travail suivait les délais imposés par les chefs. Alors, pour avoir un salaire permettant de « profiter » des débuts de cette société de consommation, construire sa maison, il fallait en faire des heures pour ceux qui pouvaient suivre.

Une grande part du livre est consacrée aux grèves de 1955 qui vont s'étaler sur plusieurs mois, de débrayages en manifestations, d'occupations en affrontements violents avec les CRS qui vont se transformer en véritable émeute à St Nazaire et au-delà, puisque un ouvrier de Nantes y laissera la vie.

C'est un témoignage puissant et touchant d'un ouvrier sur sa vie et celle de ses compagnons de travail, de souffrances mais aussi de luttes collectives, de solidarité, d'espoir en des

lendemains meilleurs. Un document sur cette classe ouvrière de l'après-guerre et d'avant 1968. Un autre regard aussi sur ces années dites des 30 glorieuses, où il y avait du boulot, certes, mais à quel prix !

Il ne s'agit pas seulement d'un document sur une classe ouvrière disparue car, dans le monde, existe toujours une telle exploitation, et même pire. Et ici aussi, nous pouvons constater les reculs, les dégradations dans les conditions de vie et de travail ; et quel retour en arrière pourrait nous emmener la Casse du Code du Travail en cours !

La lutte des classes est bien toujours à l'ordre du jour et cette réédition des prolos tombe bien !

J.R.

Une exposition photo de LaToya Ruby Frazier

jusqu'au 9 octobre - au CAPC de Bordeaux (6,5 euros, gratuit le 2 octobre)

LaToya Ruby Frazier est une jeune photographe originaire de Braddock, ville sidérurgique de Pennsylvanie (USA) ravagée par la crise, la pollution, l'exode lié au chômage... après avoir fait la fortune d'Andrew Carnegie, magnat de l'acier, « *l'homme le plus riche du monde* » il y a un siècle.



Agée de quinze ans, LaToya Ruby Frazier commence une série de portraits, *The Notion of family*, sa mère, sa grand-mère, leurs proches et elle-même. Autant de photos intimes qui en disent long sur la condition de la classe ouvrière noire de la fin des années 90. Force et sensibilité se dégagent de ces images qui renvoient parfois à un passé prospère et plus souvent à la dureté du présent. Une vidéo saisissante montre mère et fille discuter du déclin de la ville, de la maladie, de la pollution de leur propres organismes, discuter aussi du mépris subi, une question de race ou de classe...

Une deuxième série témoigne de la destruction de l'hôpital public de Braddock, racheté d'abord par une université, puis fermé pour raisons financières. LaToya Ruby Frazier est aux côtés de la résistance populaire contre cet abandon, contre le cynisme de



firmer capitalistes, qui trouvent ce chaos suffisamment esthétique pour y tourner des pubs...

La dernière série, *A Human Right To Passage*, évoque, par différentes poses sur un quai de New York, le droit de circuler librement. Une affirmation bien nécessaire au moment où aux USA comme à Calais, les pouvoirs érigent des murs contre les migrants.

Si vous ne pouvez pas vous y rendre, quelques clichés sont présents sur son site www.latoyarubyfrazier.com, mais ce serait dommage de ne pas voir ces tirages en grand format.

François Minvielle



FETE du NPA

Anticapitalistes !



19h - Allocution politique

21h - Chansons blues de CADIJO

débats - concert - expositions - librairie - restauration

sam 5 nov CENON

14h / 00h - salle Victor Hugo - 88 Cours Victor Hugo

Tram A Jean Jaurès - Bus 27 Victor Hugo - www.npa33.org / contact@npa33.org / 07 83 64 43 49